

De l'internationalisation à la globalisation : quels succès, quels défis ?

La « globalisation » est un concept à la mode : être « pour » ou « contre » est le sujet le plus communément débattu, mais ce n'est pas la bonne question. La vraie question, celle à laquelle répondra le XXI^e siècle, c'est de savoir si le processus dans lequel nous sommes entrés depuis une quinzaine d'années apparaîtra, *a posteriori*, comme une forme de développement durable.



Jacques Mistral

est membre du Conseil d'analyse économique et directeur des études économiques à l'IFRI (Institut français des relations internationales).

Il a récemment publié :

- *Economic vertigo – Choses vues en Amérique à l'usage de la France*, Perrin, 2008
- *La raison du plus fort. Les paradoxes de l'économie américaine*, en codirection avec J.-M. Chevalier, Robert Laffont, 2004
- *Les normes comptables et le monde post-Enron*, rapport du CAE, 2003

La globalisation est à l'œuvre depuis quinze ans et il est frappant de constater que les défis qu'elle fait naître progressent parallèlement à ses succès : le monde est devenu plus riche, c'est évident, mais c'est aussi un monde plus inégalitaire, confronté à la rareté des ressources et finalement plus instable. La globalisation suscite de vives réactions sociales et politiques, elle donne naissance à une rhétorique populiste formulée en termes de « sécurité nationale », de « patriotisme économique » ou « d'alter-mondialisme ». Cette évolution est dangereuse, parce qu'elle répand l'illusion que les restrictions aux échanges, qui conduisent au repliement, pourraient constituer un remède miracle aux difficultés du temps. Au-delà de chocs sociaux auxquels on doit donner des réponses appropriées, il faut donc se demander à quelles conditions les forces économiques et géopolitiques à l'œuvre seront en mesure d'organiser le développement futur des échanges pour favoriser de nouvelles avancées.

Une leçon de l'histoire

L'histoire économique nous apprend une chose essentielle au sujet de la globalisation : elle n'est ni inévitable ni irréversible. Ce que nous vivons aujourd'hui est la seconde grande expérience moderne en la matière. La première avait commencé dans les années 1870, elle brilla de tous ses feux pendant la Belle Époque et s'acheva dans le désastre de la première guerre mondiale. Alors commença, sur le plan économique, un demi-siècle marqué par le désordre des flux internationaux de marchan-

dises et de capitaux, un désordre d'origine économique mais dont les implications sociales et politiques ont, comme le montrent les historiens, largement contribué au déclenchement du second conflit mondial.

La seconde moitié du XX^e siècle a vu renaître l'économie internationale sur cet amas de ruines, dans un contexte dominé par le poids prépondérant des États-Unis et par le rétablissement de l'économie et de la démocratie en Europe et au Japon. Le terme en vogue à l'époque, « internationalisation », résumait le développement accéléré du commerce et des investissements directs, principalement entre pays industrialisés, sous l'impulsion des firmes multinationales, d'abord américaines puis européennes et japonaises. Prenant une vue géopolitique plus large, c'est aussi l'époque de la guerre froide, celle de la décolonisation, la naissance de l'OPEP et l'émergence des « nouveaux pays industriels » comme la Corée ou Taïwan. Au final, ce n'est que dans la décennie 80 que l'on a retrouvé un degré « d'internationalisation » aussi élevé qu'au début du siècle. Autant dire que cela remonte à la nuit des temps, car nous sommes depuis entrés dans l'ère de la globalisation.

Des produits « made in monde »

L'illustration peut-être la plus spectaculaire de ce nouvel état du monde, c'est la réussite fulgurante des multinationales des pays émergents qui ont régulièrement défrayé la chronique en 2007. Le dynamisme et le poids économique de la Chine ou de l'Inde ne se mesurent plus seu-

lement en termes statistiques, ils sont visibles dans les succès de grandes entreprises qui ont nom Tata, Infosys, Lenovo ou Petrochina pour ne citer que quelques exemples. Les rachats de firmes occidentales auxquels les sociétés des grands pays émergents ont procédé en 2007 se chiffrent déjà en dizaines de milliards de dollars, et nous n'en sommes qu'aux débuts, car sur la planète financière se déploie désormais la force de frappe des nouveaux « fonds souverains ». Le trait fondamental de cette économie globalisée, c'est que les économies émergentes sont désormais capables de combiner leur avantage traditionnel, de bas coûts de main-d'œuvre, avec l'acquisition rapide de compétences techniques avancées (les Chinois ont envoyé un homme dans l'espace), avec une énergie entrepreneuriale sans limite (voyez messieurs Mittal père et fils) et finalement avec un accès aisé à une ressource financière abondante. Les barrières au commerce et à l'innovation s'effondrent les unes après les autres. Suivant la formule à succès d'un chroniqueur du *New York Times*, Tom Friedmann, le monde serait devenu « plat », comprenons par là que la circulation des informations et des marchandises est devenue tellement aisée qu'il est possible de décomposer à l'infini les activités de production (matérielles et immatérielles) et de recomposer sans cesse, en fonction des signaux de prix, les chaînes de valeur. Fini le produit distingué par son lieu de production dans une sorte de géographie économique réputée immuable, une situation que résumait le célèbre label « *made in Germany* » : l'heure est désormais, comme le proclame le titre de l'ouvrage récent de Suzanne Berger, au produit « *made in monde* »¹⁾.

Les pays riches pris à revers ?

Malgré l'ardeur de certaines critiques militantes, la décennie 90 a ainsi vu le triomphe de beaucoup d'espoirs associés aux progrès de l'économie. La chute du mur de Berlin, le succès de la démocratie et l'entrée dans l'économie de marché de vastes pays émergents annonçaient un monde plus prospère : on ne s'en rend pas assez compte en Europe – où l'économie est restée atone, en particulier en France – mais la décennie que nous venons de vivre figure, pour l'économie mondiale dans son ensemble,

parmi les plus brillantes de l'histoire et cela malgré l'éclatement de la bulle Internet, les attaques terroristes et le prix du pétrole ! Expérience faite, des doutes se sont toutefois fait jour. Les questions d'emploi, les délocalisations ont suscité partout des réactions dont les économistes jugent couramment qu'elles révèlent l'ignorance ou le mépris de lois dont ils sont les gardiens auto-proclamés : si nous n'acceptons pas les t-shirts, les téléviseurs et demain les voitures chinoises, inutile d'espérer vendre à ce pays des Airbus, des centrales nucléaires ou même du cognac. C'est vrai. Mais il faut examiner la question plus à fond et identifier avec précision la différence majeure entre « internationalisation » et « globalisation ».

La tentation du nationalisme économique

La vraie nouveauté en matière de commerce mondial en ce début de XXI^e siècle, c'est que tous les types d'emplois peuvent être délocalisés, notamment dans le tertiaire, notamment dans le manufacturier haut de gamme, toutes activités jusque-là jugées « naturellement » protégées. Ce phénomène remet en cause le paradigme en vigueur à l'ère de l'internationalisation, fondé sur l'idée que la perte des emplois industriels serait compensée et au-delà par des créations d'emplois à salaires élevés dans des activités à forte valeur ajoutée. Si cette partie du cercle vertueux des échanges se bloque, alors la classe moyenne dans son ensemble se trouve menacée – et plus seulement les travailleurs manuels les moins qualifiés auxquels dans le passé on pouvait laisser espérer l'accès, fût-ce à terme, fût-ce pour leurs enfants, à de meilleurs emplois. La méfiance à l'égard de la globalisation se répand, et ce serait se leurrer que de mésestimer cette réalité où germent les vives réactions sociales et politiques observées aussi bien aux États-Unis que dans beaucoup de pays européens. La globalisation pourrait-elle se révéler plus fragile que ses propagandistes ne le croient ?

Sous des noms et des formes variés, le nationalisme économique est en effet de retour et ce n'est pas une bonne nouvelle. Ce que l'on qualifie parfois de « fatigue » vis-à-vis de la globalisation est d'autant plus préoccupant

« Le trait fondamental de cette économie globalisée, c'est que les économies émergentes sont désormais capables de combiner leur avantage traditionnel, de bas coûts de main-d'œuvre, avec l'acquisition rapide de compétences techniques avancées (...), avec une énergie entrepreneuriale sans limite (...) et finalement avec un accès aisé à une ressource financière abondante. »

1) Suzanne Berger, *Made in monde : les nouvelles frontières de l'économie*, Seuil, 2006.

« La globalisation n'est pas qu'une intensification des échanges, elle porte à l'échelle planétaire une multitude de sujets de première importance et à propos desquels il faudra de plus en plus souvent choisir entre des solutions coopératives et des rivalités croissantes. »

que les succès mêmes de la globalisation nous ont fait entrer dans un monde de ressources rares, source potentielle, malgré l'optimisme traditionnel des économistes, de frictions internationales accrues. L'échec de la globalisation serait un scénario dangereux, car il signifierait la priorité accordée partout à un intérêt national à courte vue au détriment des politiques de coopération.

La globalisation n'est pas qu'une intensification des échanges, elle porte à l'échelle planétaire une multitude de sujets de première importance et à propos desquels il faudra de plus en plus souvent choisir entre des solutions coopératives et des rivalités croissantes : répondre aux besoins en matières premières, faire face à des menaces de toutes sortes – le terrorisme, les pandémies... –, lutter contre le commerce de la drogue, faire respecter le droit de propriété intellectuelle, discipliner les États voyous, sans oublier, bien sûr, la lutte contre le réchauffement climatique. Tout cela fait partie du domaine que les économistes appellent « les biens publics globaux », dont l'offre est aujourd'hui insuffisante ou inadéquate.

À la recherche de solutions coopératives

Pour répondre à ces défis, pour rechercher des solutions coopératives, encore faut-il que les acteurs aient des intérêts partagés : est-ce le cas ? La réponse courte est positive : les intérêts vitaux des grands ensembles mondiaux ne semblent en effet, en ce début de XXI^e siècle, et contrairement aux précédents historiques cités plus haut, pas en contradiction ; ils sont même souvent concordants. L'interdépendance entre la Chine et les États-Unis en est une illustration spectaculaire. Certes, l'ampleur du déficit américain et des excédents asiatiques n'est pas perpétuellement soutenable ; mais les intérêts économiques en jeu sont tellement importants qu'on n' imagine pas l'un des partenaires rompant brutalement avec des règles du jeu qui ont été si profitables. Et il n'y a pas non plus entre eux de rivalité stratégique majeure et proche. Tout cela donne de l'espace pour trouver des

compromis sur nombre de questions économiques délicates comme l'accès au pétrole, le respect de la propriété intellectuelle, la sécurité du consommateur ou le transfert de technologies sensibles.

Les défis du multilatéralisme

La globalisation a désormais besoin, non pas d'idéologues célébrant ses vertus, mais d'actions capables de concilier ses conséquences souvent dérangeantes, parfois brutales, avec les aspirations des peuples, un peu comme ce fut le cas, dans le monde occidental pendant la phase antérieure d'internationalisation : aujourd'hui comme hier, nous avons besoin de régulations, de disciplines, voire de sanctions qui favorisent la recherche multilatérale des solutions appropriées. Par rapport à la seconde moitié du XX^e siècle, nous faisons néanmoins face, ici, à une difficulté nouvelle.

Le monde dans lequel se déploient les forces de la globalisation n'est en effet pas le monde unipolaire dont ont rêvé les néoconservateurs de Washington. L'Amérique reste la seule hyperpuissance, mais elle n'est plus en mesure d'imposer ses choix et c'est une situation lourde d'incertitudes, car l'alternative au leadership américain, ce n'est pas le concert des nations, ce serait plus probablement le chaos. La globalisation, au stade qu'elle a atteint, a besoin d'institutions plus fortes que celles que nous a léguées le XX^e siècle. Les institutions internationales existantes doivent rester le cœur du système, mais leur réforme impose des remises en ordre de grande ampleur qui dépassent le cadre des responsabilités techniques sectorielles, même sur les sujets qui attirent le plus l'attention comme le réchauffement climatique. La fin de la guerre froide et la montée en puissance des économies émergentes interdisent de concevoir l'avenir de la planète comme un prolongement de l'après-guerre : un ordre économique global et soutenable, c'est d'abord un état du monde où chacun est reconnu à sa juste place. C'est précisément ce que les articles réunis dans ce numéro vont illustrer.